

Monsieur François BILTGEN
Ministre de l'Enseignement Supérieur
et de la Recherche
Ministère
20, Montée de la Pétrusse
L-2327 Luxembourg

Luxembourg, le 17 septembre 2012
N/réf. RT/mg



Monsieur le Ministre,

Cher Monsieur Biltgen,

Vous me connaissez suffisamment pour savoir que je préfère évoquer des dossiers importants dans un dialogue direct avec vous. Cependant, comme vous serez empêché pour la séance du Conseil de gouvernance du 29 septembre et que le projet de révision de la Loi sur l'Université pourrait être discuté à la Chambre des députés dès l'automne, j'aimerais vous faire part de trois remarques concernant ce projet de loi qui me semblent revêtir une grande importance

1. La structuration en facultés

L'Art. 15(3) de la Loi du 12 août 2003 fixe le nombre et les intitulés des facultés. Cette affectation très rigide empêche l'évolution de l'Université vers une structuration éventuellement plus adéquate à l'avenir. Celle-ci pourrait par exemple prévoir une structure facultaire indépendante pour la médecine ou un rapprochement des sciences de l'ingénieur et des sciences économiques. Afin de rendre une telle évolution possible, il serait opportun de rajouter un paragraphe à l'Art. 15 stipulant que

« Le Conseil de gouvernance, sur proposition du Rectorat et le Conseil universitaire étant entendu en son avis, peut décider de la création, du changement d'intitulé et de la suppression de Facultés »

Une telle disposition éliminerait également une entrave à l'autonomie organisationnelle, critère selon lequel l'Université du Luxembourg arrive, selon l'EUA (European University Association), en dernière position sur 28 pays classés.

2. Les contrats à durée déterminée des assistants-professeurs et des chargés de cours

Une université d'excellence ne peut se passer d'un système de pré-titularisation conditionnelle (« tenure track »), dans lequel un CDD allant jusqu'à 5 ans permettrait d'évaluer si une personne recrutée sur un poste d'assistant-chercheur ou de chargé de cours a la capacité et les ambitions qu'on attend d'elle. Les dispositions en vigueur font actuellement l'objet d'une appréciation des tribunaux en charge de l'affaire Ziegler.

Il me semblerait judicieux d'inclure dès à présent dans la Loi des dispositions plus claires qui assureraient la légalité d'un système « tenure track » et mettraient l'Université à l'abri de procédures judiciaires en cas de non-titularisation à l'issue du CDD.

3. La présidence du Conseil universitaire

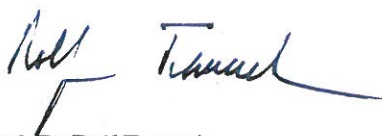
La modification de la loi propose un changement important au niveau de la présidence du Conseil universitaire. Ce président serait désormais élu parmi les membres élus du Conseil universitaire et assisterait aux séances du Conseil de Gouvernance. Si ce modèle de gouvernance traditionnel peut être en vigueur dans certains pays, je me permets néanmoins d'attirer votre attention sur le fait qu'il est en contradiction avec le système de gouvernance moderne de l'Université du Luxembourg et comporte le risque de porter un grave préjudice à son fonctionnement. En effet, pour qu'un tel modèle puisse bien fonctionner, les deux fonctions devraient être reliées : par exemple que le président du Conseil universitaire représente un groupe majoritaire qui aurait proposé ou élu le recteur. Ceci n'est cependant pas du tout le modèle de gouvernance adopté pour notre Université.

Je considère cette proposition très problématique essentiellement pour les trois raisons suivantes :

- a) Avec la modification proposée, le recteur ne présidera plus que le rectorat. Il ne sera plus qu'un membre ordinaire du Conseil universitaire et partagera, dans les réunions du Conseil de gouvernance, un rang de même niveau avec le président du Conseil universitaire. Je me permets de prédire que, dans ces circonstances, l'Université peinera à trouver un prochain recteur de haut niveau ce qui pourrait mettre en péril le projet tout entier. Ce modèle de gouvernance a aussi déjà fait la preuve de son inefficacité à maintes reprises.
- b) Actuellement il incombe au rectorat de préparer les réunions du Conseil universitaire. Avec la modification de la loi, cette tâche incomberait au président du Conseil universitaire qui devrait donc disposer de collaborateurs pour s'en acquitter. La collaboration entre ce président et le rectorat n'est cependant aucunement définie.
- c) En cas de divergences de vues entre le recteur et le président, la conciliation en vue des réunions du Conseil de gouvernance incomberait essentiellement au président du Conseil de gouvernance dont la tâche deviendrait beaucoup plus lourde. En absence de telle préparation ou en cas d'échec, le Conseil de gouvernance risquerait de devoir contredire le recteur en séance sur des questions qui sembleront essentielles à ce dernier. Il va sans dire que le danger de conflits paralysants voire de démissions va augmenter, si ce système est implémenté.

Il y a certainement encore d'autres aspects de la Loi sur l'Université qui mériteraient une modification, mais les trois points que je viens d'évoquer sont ceux qui relèvent de la plus haute importance en ayant des impacts à court terme dans des domaines vitaux de l'organisation de l'Université.

Je vous prie avec insistance, Monsieur le Ministre, de bien vouloir considérer ces quelques remarques comme la marque de mon inquiétude pour cette institution qui depuis presque huit ans est l'objet de tous mes efforts et qu'il me peinerait beaucoup de voir en difficulté, ainsi que de bien vouloir agréer l'expression de ma très haute considération,



Prof. Dr Rolf Tarrach
Recteur

Cc : M. Marc Jaeger, président du Conseil de Gouvernance